

APPEL AU PEUPLE CONGOLAIS

Paris, le 8 novembre 2015

Le 6 novembre 2015, le Président Denis Sassou Nguesso a habillé son coup d'Etat par une promulgation irrégulière de la non-constitution du 25 octobre 2015. C'est là encore une supercherie historique qui croise grossièrement un dévoiement de la Démocratie, une perversion de la République et une mise en péril de la Nation au Congo-Brazzaville. Ainsi, le Président Denis Sassou Nguesso poursuit-il la trahison de sa qualité d'homme d'Etat, sans scrupules.

Nous sommes là dans une véritable crise du sens historique, le Président Denis Sassou Nguesso ayant délibérément confisqué la démocratie pour se maintenir au pouvoir en bafouant l'ordre constitutionnel et les valeurs républicaines du Congo.

Sans une agression militaire extérieure avérée, le gouvernement de Brazzaville renoue avec la pathologie du pouvoir au bout du fusil. Un état de siège de fait est instauré sur l'ensemble du territoire : des violences provoquant la mort intolérable de dizaines de Congolais, martyrs de cette tragédie du pouvoir ; des restrictions sévères des libertés publiques, interdiction de marches et réunions pacifiques ; des manifestants pacifiques devenus prisonniers politiques ou d'opinion, des enlèvements multiples, des escadrons de la mort déployés partout avant, pendant et après un simulacre de scrutin référendaire rejeté à plus de 95% par les Congolaises et les Congolais.

Dans le même temps, des contrats d'endettement sont signés dans le secteur pétrolier depuis un certain temps, certains sans aucun respect des procédures régulières en la matière. Ces engagements pourraient conduire à un état en faillite si l'on n'y prend garde, compte-tenu de la difficulté actuelle de l'Etat à tenir ses engagements dans un contexte de chute des cours du pétrole. Voici donc un pays aux ressources naturelles colossales qui perd progressivement son pari avec l'avenir.

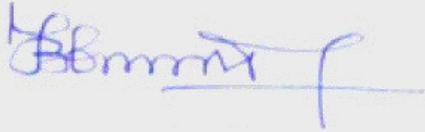
Le Congo-Brazzaville s'installe tant dans une imposture ethno-politique que dans une crise économique-financière dont il aurait pu se passer. Avec un gouvernement illégitime, le Congo se retrouve avec une promesse non tenue d'un état de droit noyé dans des intérêts claniques à la mesure du coup d'état anticonstitutionnel ; perpétré malgré la désapprobation populaire et la condamnation systématique de la communauté internationale.

Le Peuple Congolais n'acceptera jamais ce coup d'Etat du 25 octobre 2015.

La majorité républicaine regroupée autour et au sein de l'IDC-Frocad dit non à cette perspective suicidaire. La désobéissance civile et citoyenne se poursuivra sans désespérer jusqu'à la mise en déroute effective du régime autocratique qui n'est plus en phase avec l'espérance collective,

jusqu'au départ du Président Denis Sassou Nguesso, qui après plus de 30 ans cumulés au pouvoir, a atteint un point de non-retour. Il n'a plus ni la crédibilité, ni la légitimité, ni même la légalité de diriger notre pays.

Congolaises, Congolais soyez prêts. C'est ensemble et non divisés, que nous entrerons dans l'avenir, loin de l'instrumentalisation ethnique du jeu politique du Président Denis Sassou Nguesso.



CHARLES ZACHARIE BOWAO